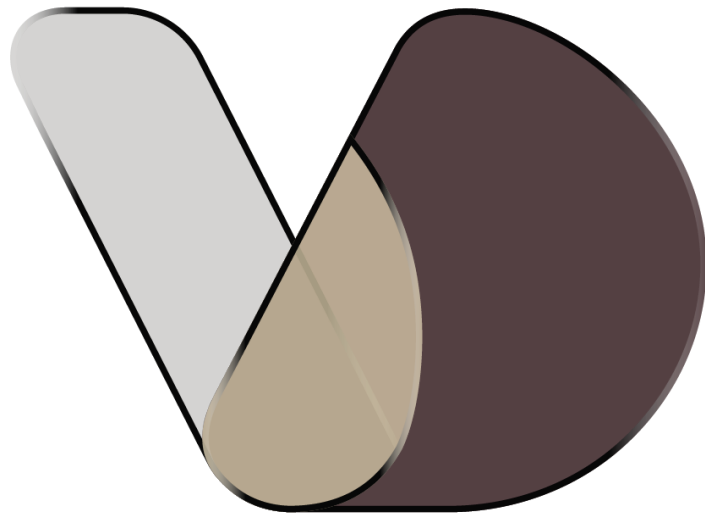




Vidi

Le salon d'Internet

Manifeste pour un service public
des réseaux sociaux

Prépublication (12/06/2026)

Manifeste

Internet est devenu notre espace public numérique

Aujourd'hui, les citoyens vivent une part significative de leur vie sociale, culturelle et politique en ligne. Nous rencontrons des amis, découvrons la culture, suivons l'actualité, débattons des questions publiques et construisons des communautés par le biais des plateformes numériques. Notre sphère publique ne s'arrête plus aux frontières de nos villes et de nos institutions, elle s'étend sur Internet.

Pourtant, cet espace n'est plus véritablement public

Au cours des deux dernières décennies, une poignée de géants de la technologie en sont venus à dominer les environnements numériques dans lesquels nous passons notre vie. Ils décident de ce qui est amplifié, de ce qui est caché, et de la manière dont nous interagissons les uns avec les autres. Leurs plateformes sont conçues principalement pour maximiser l'engagement et les profits, ce qui crée un écosystème numérique de plus en plus façonné par des flux addictifs, des algorithmes opaques, des violations de la vie privée, de la désinformation et de la division sociale.

L'Europe doit aller au-delà de la régulation

L'Europe a réagi par la régulation. Bien que des progrès importants aient été réalisés, la régulation seule ne peut pas résoudre le problème. Tant que les citoyens n'ont pas d'alternative crédible, la société reste piégée dans des espaces numériques régis par des intérêts privés. Trop souvent, le choix se résume à accepter des plateformes toxiques ou à se retirer complètement de la vie publique en ligne.

L'audiovisuel public est la solution

Tout comme l'Europe a bâti des radiodiffuseurs publics pour servir les citoyens à l'ère de la radio et de la télévision, elle peut construire un réseau social de service public pour l'ère numérique. Il ne s'agit pas de remplacer les plateformes privées, mais de fournir une infrastructure publique qui garantit à chaque citoyen l'accès à un espace numérique sûr, transparent et démocratique.

Vers une troisième branche de l'audiovisuel public

Aux côtés de la télévision et de la radio, l'audiovisuel public devrait établir une troisième branche dédiée à la construction et à l'exploitation de plateformes numériques ouvertes. Pendant des décennies, l'audiovisuel public a rempli une mission démocratique vitale en étant indépendant des pressions commerciales et politiques. Pourtant, sur Internet, ces acteurs ont été réduits au rôle de producteurs de contenus dépendants d'entreprises privées. Au lieu d'approfondir cette dépendance par toujours plus de partenariats avec les plateformes dominantes, l'audiovisuel public doit changer de paradigme.



C'est l'ambition de Vidi

Vidi est une plateforme vidéo européenne coexploitée par les acteurs de l'audiovisuel public. Elle associe les valeurs du service public à des technologies ouvertes et décentralisées pour créer un espace numérique qui appartient à ses utilisateurs plutôt qu'à des actionnaires. Elle est conçue pour être interopérable, responsable, respectueuse de la vie privée et résiliente face aux pressions politiques et commerciales.

Vidi n'est pas un YouTube ou un TikTok européen

L'objectif n'est pas de reproduire les plateformes existantes avec un propriétaire différent. L'objectif est de créer une expérience en ligne fondamentalement nouvelle. Les plateformes actuelles sont nuisibles non pas simplement en raison de l'identité de leurs propriétaires, mais en raison de la manière dont elles sont conçues. Une plateforme sociale publique doit donc offrir bien plus qu'une simple propriété publique. Elle doit proposer une expérience sociale différente.

Vidi deviendra le salon d'Internet

L'idée maîtresse derrière Vidi est simple : la communauté au premier plan. Contrairement aux plateformes vidéo actuelles construites autour de l'isolement (une personne, un écran, un flux infini), Vidi est construite autour de la communauté. Elle transforme le visionnage de vidéos en une activité collective plutôt que solitaire. Vidi est le salon d'Internet : le canapé numérique où amis, familles, créateurs et communautés se réunissent pour découvrir, regarder, discuter et partager du contenu ensemble.

Vidi est bien plus qu'un manifeste

Ce document détaille les principes, l'architecture, la gouvernance, les fonctionnalités et la feuille de route qui sous-tendent cette vision. Vidi n'est pas simplement une idée séduisante ou une aspiration lointaine. C'est une proposition concrète que l'audiovisuel public peut mettre en œuvre en utilisant des technologies et des modèles institutionnels qui existent déjà aujourd'hui.

Nous pouvons faire de Vidi une réalité

Vidi est une proposition réaliste nourrie par des années d'expérimentation dans les médias sociaux alternatifs, les technologies d'intérêt public et les réseaux décentralisés. L'ingrédient manquant n'est pas la faisabilité technique mais l'ambition politique.

De simples ingénieurs bien intentionnés ne peuvent pas construire seuls cet espace numérique plus sain. Tout comme l'audiovisuel public a nécessité une vision politique, des investissements publics et un soutien populaire, il en sera de même pour la prochaine génération d'infrastructures numériques. Son émergence dépend donc de l'engagement des décideurs politiques, des institutions, des créateurs, des développeurs et des citoyens.



Vous pouvez faire de Vidi une réalité !

Si vous êtes un décideur politique, intégrez Vidi à votre vision politique. Si vous faites partie de l'audiovisuel public, soutenez la création d'un réseau social de service public. Si vous êtes un créateur de contenu, rejoignez-nous pour reprendre le contrôle des outils par lesquels votre travail est distribué. Si vous êtes un développeur, contribuez aux technologies open source qui peuvent soutenir un Internet plus sain. Si vous êtes un citoyen, faites passer le message et aidez à construire les espaces publics numériques que la démocratie mérite.



Résumé analytique

L'Europe peut résoudre sa dépendance en créant un média social de service public appelé **Vidi**. Ce document **explique comment** l'audiovisuel public européen peut créer une plateforme qui serait à la fois **sûre** et **intéressante** pour les citoyens européens. Loin d'être simplement un manifeste, les chapitres suivants démontrent qu'**un monde numérique meilleur** est possible.

Vidi est une plateforme vidéo européenne de nouvelle génération conçue comme une infrastructure public-privé, **co-exploitée par les entreprises européennes de l'audiovisuel public**. Elle vise à établir un espace public numérique démocratique et de confiance tout en permettant l'innovation et des modèles économiques durables. Fondamentalement, Vidi n'est pas seulement conçue comme une alternative souveraine aux plateformes existantes, mais aussi comme un service attrayant que les utilisateurs et les créateurs choisiront activement.

Partie I - Un réseau social sûr et durable

Vidi s'attaque aux faiblesses structurelles de l'écosystème actuel des médias sociaux : la gouvernance opaque, les modèles économiques extractifs et la faible responsabilisation.

Un modèle économique durable et éthique : Contrairement aux plateformes dépendantes de la publicité basée sur la surveillance, Vidi combine une infrastructure publique, des subventions publiques et des revenus privés complémentaires (abonnements et publicités respectueuses de la vie privée). Cette approche hybride assure la viabilité financière tout en alignant les incitations sur l'intérêt public. Des mécanismes supplémentaires, tels que des frais d'appairage (peering fees), garantissent un partage équitable des coûts à travers l'écosystème.

Une infrastructure décentralisée et souveraine : Construite sur un protocole décentralisé (basé sur le protocole AT), Vidi permet à de multiples acteurs de l'audiovisuel public d'exploiter des composants d'infrastructure interopérables. Cette architecture renforce la résilience, l'évolutivité et la souveraineté numérique européenne tout en restant ouverte à l'innovation privée grâce à des API et des services tiers.

Gouvernance démocratique et responsabilité : La gouvernance est partagée entre les acteurs de l'audiovisuel public, garantissant l'indépendance éditoriale et la résistance à la captation politique. Un Conseil des créateurs complète cette structure, donnant aux créateurs de contenu un rôle formel dans la prise de décision. En tant que plateforme gouvernée publiquement, Vidi fonctionne sous contrôle démocratique et en pleine conformité avec la réglementation européenne.

La confiance par la transparence : Vidi est open source et conçue pour être auditable par les citoyens, les chercheurs et les institutions. Elle soutient activement la recherche indépendante et offre une véritable transparence sur les algorithmes, la modération et la dynamique de la plateforme, contrastant avec l'opacité des plateformes dominantes.

Un écosystème plus sûr et plus responsable : La modération du contenu est décentralisée et alignée sur les cadres juridiques nationaux, tandis que de solides mesures de protection mettent à l'abri les mineurs et les utilisateurs vulnérables. Vidi intègre des partenariats de vérification des faits, des recherches universitaires et des outils communautaires pour lutter contre la désinformation et les contenus préjudiciables à grande échelle.



Partie II - Un réseau social unique et attractif

Au-delà de ses avantages structurels, Vidi est conçu pour être une plateforme engageante et centrée sur l'utilisateur, qui redéfinit l'expérience des médias sociaux.

Contrôle sur les contenus et les algorithmes : Vidi introduit un « pluralisme algorithmique » qui permet aux utilisateurs de choisir la manière dont le contenu est recommandé, que ce soit par des flux chronologiques, des sélections organisées ou des algorithmes alternatifs conçus pour réduire les schémas addictifs. Cela redonne à l'utilisateur le pouvoir sur la découverte de contenu.

Des contenus de meilleure qualité et plus authentiques : La plateforme limite activement les contenus de faible qualité générés par l'IA grâce à la vérification de l'identité des créateurs, à des limites de publication et à des structures d'incitation qui favorisent la création humaine. Les partenariats avec l'audiovisuel public garantissent une base solide de contenus de haute qualité et dignes de confiance dès le premier jour.

Une meilleure expérience pour les créateurs : Vidi offre une monétisation transparente, des modèles de partage des revenus plus équitables et des flux de revenus prévisibles soutenus par des fonds publics. Des outils de publication croisée et de migration progressive réduisent les risques pour les créateurs qui effectuent la transition depuis les plateformes existantes.

Des environnements plus sûrs et plus significatifs : Des paramètres par défaut sécurisés, des expériences dédiées aux jeunes et une modération spécifique aux communautés créent des espaces adaptés à différents publics. Les utilisateurs peuvent s'engager dans des environnements alignés sur leurs préférences sans être exposés à des contenus indésirables ou préjudiciables.

Une plateforme sociale axée sur la communauté : Vidi réinvente la vidéo en ligne comme une expérience partagée plutôt qu'une activité solitaire. Des fonctionnalités telles que les séances de visionnage (watch parties), les espaces communautaires et les flux de réaction sous licence favorisent l'interaction en temps réel et l'engagement collectif, positionnant Vidi comme le « salon d'Internet ».

Adoption et feuille de route

La stratégie de croissance de Vidi combine un soutien institutionnel et l'attractivité du produit. L'audiovisuel public offre un accès immédiat à des contenus de haute qualité, tandis que les créateurs indépendants sont intégrés progressivement grâce à de fortes incitations et des opportunités de monétisation. L'interopérabilité et les outils multiplateformes abaissent les barrières à l'adoption, tandis qu'une application plus stricte des réglementations numériques européennes soutiendra davantage la migration au fil du temps.

En substance, Vidi est à la fois une alternative systémique et un produit désirable : une plateforme qui non seulement corrige les défauts structurels des réseaux sociaux, mais offre également une expérience utilisateur plus riche, plus sûre et plus centrée sur l'humain.



Sommaire

Manifeste	2
Résumé analytique	5
Sommaire	7
Partie I	9
Chapitre I - Un modèle économique durable et aligné sur l'intérêt public	10
A. Infrastructure publique	10
B. Subventions publiques	11
C. Publicités et abonnements	11
D. Frais de peering	11
Chapitre II - Protocole : s'appuyer sur les écosystèmes décentralisés existants	13
A. La nécessité de décentraliser	13
B. Les réseaux sociaux décentralisés existants	14
C. Adapter le protocole AT à Vidi	15
Chapitre III - Gouvernance : décentralisée et démocratique	17
A. Des diffuseurs publics fédérés	17
B. Conseil des créateurs	17
C. Des réseaux sociaux interconnectés	18
Chapitre IV - Curation des contenus : des contenus sûrs et personnalisés	19
A. La modération des contenus illégaux	19
B. Une modération préférentielle des contenus	20
C. Recommandation pluraliste des contenus	20
Chapitre V - Protection de la jeunesse : sûreté par défaut et expériences dédiées	22
A. Un paramétrage sûr par défaut	22
B. Des flux dédiés	23
C. Accompagner les enseignants et les parents	23
D. Vérification de l'âge	24
Chapitre VI - Construire la confiance : de la transparence à la responsabilité	25
A. Une architecture transparente	25
B. Ouverture aux chercheurs	26
C. Une organisation responsable	26
Partie II	27
Chapitre VII - Bâtir un réseau social par et pour les humains	28
A. De nouveaux algorithmes, de nouvelles règles	28
B. Vérification d'identité via les EU Digital Wallets	29
C. Limites	30
D. Collaboration labellisée	30
Chapitre VIII - Fake news : gagner la confiance du public	31
A. Collaboration avec les médias établis	31
B. Intégrer l'état de l'art de la recherche	32



C. Contextualisation plutôt que censure	32
D. Prévenir l'usurpation d'identité	33
E. Faire confiance à la communauté	33
Chapitre IX - Migration des utilisateurs : stimuler l'adoption via des contenus exclusifs	34
A. Exploiter le catalogue des diffuseurs publics	34
B. Permettre une transition progressive aux créateurs	34
C. Les droits numériques européens au cœur du dispositif : une application effective du Droit	35
Chapitre X - Construire la communauté : créer le salon d'Internet	36
A. Les watch parties : créer des salons numériques	36
B. Intégrer les streams « react »	37
C. Une plateforme centrée sur la communauté	37
Feuille de route	39
Auteurs	41



Partie I

Un réseau social sûr et
durable



Chapitre I

Un modèle économique durable et aligné sur l'intérêt public

Le modèle économique est le principal point aveugle de la plupart des réseaux sociaux alternatifs existants. L'absence d'une stratégie de financement claire et durable alimente le scepticisme parmi les utilisateurs potentiels et les partenaires institutionnels. Plus important encore, cela crée un risque structurel : lorsque les revenus sont incertains, les plateformes sont finalement poussées vers la publicité intrusive et l'exploitation des données pour survivre.

Cette préoccupation s'applique déjà à plusieurs plateformes émergentes. Par exemple, Bluesky s'appuie actuellement sur des financements par capital-risque, qui sont progressivement consommés. Bien que le projet ait proposé des modèles de revenus potentiels, aucun n'a encore été démontré à grande échelle, ce qui suscite des inquiétudes chez les utilisateurs potentiels. Vidi est conçu pour éviter ce piège. Dès le départ, il adopte un modèle économique dédié qui garantit la durabilité financière sans s'appuyer sur le capitalisme de surveillance.

Pour y parvenir, Vidi **s'inspire des systèmes médiatiques européens traditionnels** et combine trois piliers de financement complémentaires : une infrastructure publique, des subventions publiques et des sources de financement privé par le biais de la publicité et des abonnements.

A. Infrastructure publique

Le modèle économique de Vidi repose sur une **infrastructure publique stable** fournie par les acteurs étatiques. Cette infrastructure prend en charge des fonctions essentielles telles que le stockage des données et la modération de base du contenu. Elle garantit que les données des utilisateurs sont hébergées conformément au droit européen et que les contenus illégaux sont systématiquement supprimés.

Cette infrastructure publique expose des API ouvertes qui permettent aux acteurs privés de construire et d'exploiter des services par-dessus. Les responsabilités en matière d'infrastructure sont décentralisées à travers l'Europe, chaque pays participant gérant sa part de stockage et de modération légale.

Ce modèle peut être comparé au système ferroviaire européen. Les États entretiennent et interconnectent les voies, tandis que les opérateurs privés utilisent cette infrastructure partagée



pour fournir des services et se faire concurrence. De la même manière, Vidi fournit une colonne vertébrale numérique commune sur laquelle divers acteurs peuvent innover.

Naturellement, cette infrastructure publique n'empêche pas les acteurs privés de déployer leurs propres solutions techniques. Cependant, l'histoire récente montre que les infrastructures privées adoptent souvent de mauvaises pratiques en matière de modération et de protection des données. Lorsqu'elles sont remises en question, les plateformes dominantes ont pris à plusieurs reprises les utilisateurs en otage en leur offrant un choix unique : accepter leur infrastructure problématique ou quitter complètement l'espace public numérique. En proposant une alternative publique, Vidi rompt cette dépendance et garantit aux citoyens européens l'accès à au moins une infrastructure numérique digne de confiance.

B. Subventions publiques

Exploiter un réseau social à grande échelle, tout comme gérer un média traditionnel, est coûteux. Dans le même temps, les utilisateurs se sont habitués à un accès gratuit. Les plateformes existantes ont largement couvert ces coûts par la publicité basée sur les données personnelles, un modèle qui encourage des pratiques toxiques telles que la manipulation de l'attention et le design addictif.

Pour briser cette dynamique, Vidi introduit des sources de financement alternatives pour les acteurs privés. S'inspirant des mécanismes de financement des médias établis, des **subventions publiques** seraient allouées sur la base de critères mesurables tels que la taille de l'audience. Ces subventions ne visent pas à couvrir tous les coûts d'exploitation, mais à fournir une base de revenus stable et prévisible.

En retour, ces subventions seraient conditionnées au respect de la législation européenne, notamment les règles sur la modération des contenus, la concurrence et la protection des données. Cette approche aligne les incitations économiques sur les objectifs d'intérêt public.

C. Publicités et abonnements

Les subventions publiques seules n'ont pas vocation à financer entièrement les réseaux sociaux. Les acteurs privés restent libres de **compléter leurs revenus** par le biais de la publicité et des abonnements.

Bien que la publicité soit devenue problématique sur les plateformes existantes, la présence de subventions publiques réduit la pression d'avoir à recourir à des technologies publicitaires hautement intrusives et extrêmement rentables. Cela incite à privilégier des modèles publicitaires respectueux de la vie privée, même s'ils génèrent des marges plus faibles.

Combinées à une application stricte du RGPD et d'autres réglementations numériques européennes, ces trois sources de financement permettent l'émergence d'un écosystème de médias sociaux vidéo public-privé fondé sur un modèle économique sain, durable et non extractif.

D. Frais de peering

Comme expliqué dans la section consacrée au protocole, Vidi reposera sur une architecture décentralisée permettant à des acteurs privés de construire des applications et des services au-dessus du réseau. Des entreprises privées peuvent donc bénéficier de contenus qui ont déjà été modérés, indexés et éditorialisés par les diffuseurs publics. Si cette interopérabilité encourage l'innovation, elle soulève aussi la question d'une répartition équitable des coûts. La modération des contenus, le stockage et l'indexation sont des processus gourmands en ressources, et les



acteurs qui financent ces fonctions d'intérêt public ne doivent pas en supporter seuls la charge lorsque des tiers en tirent une valeur commerciale.

Pour répondre à cet enjeu, Vidi peut **s'inspirer du secteur des télécommunications**, où les opérateurs occupent des positions différentes dans la hiérarchie du réseau. Dans l'écosystème Internet, les opérateurs de niveau 1 gèrent l'infrastructure dorsale et échangent de grands volumes de trafic, tandis que les opérateurs plus petits paient des frais de peering ou de transit lorsqu'ils s'appuient sur cette infrastructure. Un modèle comparable pourrait s'appliquer au sein de Vidi : les diffuseurs publics exploitant l'infrastructure centrale pourraient facturer des frais d'usage aux acteurs privés qui dépendent de cette infrastructure pour l'accès aux données et la découverte des contenus.

Ces frais de peering seraient proportionnels au volume de trafic ou à la consommation de ressources, de manière à garantir une répartition équitable des coûts tout en préservant l'ouverture du système. Un tel mécanisme permettrait de soutenir l'infrastructure publique, d'éviter les comportements de passager clandestin et de créer un écosystème équilibré où l'innovation privée coexiste avec des fondations numériques financées publiquement.



Chapitre II

Protocole : s'appuyer sur les écosystèmes décentralisés existants

Exploiter une plateforme de réseau social gouvernée conjointement est structurellement complexe. Chaque partie prenante dispose de ressources, de contraintes et de priorités qui lui sont propres. Parce que Vidi repose sur des diffuseurs publics issus de plusieurs pays, chaque participant doit conserver un certain degré d'autonomie opérationnelle. En même temps, la plateforme doit rester suffisamment ouverte pour permettre à des acteurs privés de construire des services et des activités économiques par-dessus.

Plutôt que de s'appuyer uniquement sur des arrangements juridiques complexes, la décentralisation peut être intégrée directement dans l'architecture technique. Un protocole décentralisé rend la coopération plus scalable, répartit les responsabilités et réduit les frictions de gouvernance. Cette section présente les choix de protocole qui permettent à Vidi d'être exploité conjointement par des diffuseurs publics tout en restant interopérable avec des acteurs extérieurs.

Les réseaux sociaux décentralisés ne constituent pas un domaine nouveau. Au cours de la dernière décennie, plusieurs projets¹ comme Mastodon², Bluesky³, Eurosky⁴ et PeerTube⁵ ont exploré différents modèles architecturaux. Vidi peut s'appuyer sur ces expérimentations, réutiliser des composants éprouvés et éviter des limites connues en matière de montée en charge et de gouvernance.

A. La nécessité de décentraliser

Une approche simple consisterait à créer une entreprise publique unique, détenue conjointement par les diffuseurs participants, puis à exploiter une plateforme centralisée. Bien que ce modèle soit plus simple à lancer, il crée des problèmes structurels à long terme.

D'abord, la participation sera probablement progressive. Certains pays pourraient rejoindre l'initiative plus tard, après avoir observé les premiers résultats. Intégrer de nouveaux acteurs publics dans une entreprise multinationale préexistante est politiquement et administrativement lourd. Ensuite, des contributions financières inégales créeraient des tensions récurrentes autour du contrôle, des priorités et de l'allocation des ressources.

Une **infrastructure décentralisée** répond plus efficacement à ces difficultés. Chaque diffuseur public peut déployer et exploiter sa propre partie du réseau tout en restant connecté à travers un protocole commun. De nouveaux participants, éventuellement en dehors d'Europe, peuvent

¹ Damie, Marc, and Edwige Cyffers. "Fedivertex: a Graph Dataset based on Decentralized Social Networks for Trustworthy Machine Learning." *Proceedings of the ACM Web Conference*. 2026.

² <https://joinmastodon.org/>

³ Kleppmann, Martin, et al. "Bluesky and the at protocol: Usable decentralized social media." *Proceedings of the ACM Conext-2024 Workshop on the Decentralization of the Internet*. 2024.

⁴ <https://eurosky.tech/>

⁵ <https://joinpeertube.org/>



rejoindre le système à tout moment en déployant une infrastructure compatible, sans qu'une restructuration institutionnelle soit nécessaire. Le financement et les responsabilités opérationnelles restent clairement répartis.

Cette architecture améliore aussi la **responsabilité**. Si la modération ou la qualité du service est insuffisante pour des contenus provenant d'une région donnée, la responsabilité peut être rattachée à l'opérateur correspondant. Le protocole n'élimine pas les défis de gouvernance, mais il les rend plus gérables en alignant les frontières techniques sur les responsabilités institutionnelles.

La logique est comparable à celle de l'Union européenne elle-même : coopération par des règles communes et des systèmes interopérables plutôt que fusion dans un seul État centralisé. La décentralisation crée un équilibre entre souveraineté et coordination, permettant un **espace public partagé** avec un contrôle distribué.

Enfin, une infrastructure décentralisée accroît la **résilience face aux déstabilisations politiques**. Il n'existe aucun point unique de contrôle technique ou juridique pouvant être capturé pour dominer la plateforme. Comme dans d'autres réseaux décentralisés, cette structure renforce la robustesse institutionnelle et protège l'indépendance opérationnelle.

B. Les réseaux sociaux décentralisés existants

Vidi n'a pas besoin de réinventer la décentralisation à partir de zéro. Plusieurs protocoles de médias sociaux décentralisés existent déjà, et l'objectif consiste à tirer les leçons de ces expérimentations et à réutiliser leurs schémas de conception les plus solides. Deux protocoles structurent aujourd'hui cet espace : ActivityPub⁶ et le protocole AT.

ActivityPub est un protocole standardisé utilisé par des plateformes comme Mastodon et PeerTube. Il crée une fédération de serveurs dans laquelle chaque serveur gère ses propres utilisateurs, ses propres données et ses propres règles de modération. L'interopérabilité est rendue possible parce que les utilisateurs d'un serveur peuvent suivre des comptes et accéder à des contenus hébergés sur un autre. ActivityPub a connu une forte adoption dans l'écosystème open source, et le réseau plus large fondé sur ActivityPub, connu sous le nom de Fediverse, compte des millions d'utilisateurs.

Cependant, ActivityPub présente deux limites structurelles à très grande échelle. Premièrement, son modèle centré sur les serveurs crée des frictions pour les utilisateurs au moment de l'inscription⁷. Les nouveaux venus sont souvent déroutés par la nécessité de choisir un serveur et de comprendre les règles de fédération, ce qui complique l'adoption au-delà des publics techniquement avertis. Deuxièmement, ce modèle duplique les responsabilités opérationnelles entre les serveurs. Chaque serveur doit mettre en œuvre ses propres processus de découverte, de stockage et de modération. Un même contenu peut être examiné et traité de nombreuses fois à travers le réseau, avec un soutien natif limité pour des couches de modération partagées^{8,9}. Cette redondance augmente les coûts opérationnels et complique le passage à l'échelle pour atteindre des centaines de millions d'utilisateurs.

⁶ Prodromou, Evan. ActivityPub. "O'Reilly Media, Inc.", 2024.

⁷ <https://www.theverge.com/tech/881352/mastodon-default-server-recommendations-experiment>

⁸ Agarwal, Vibhor, et al. "Decentralised moderation for interoperable social networks: A conversation-based approach for pleroma and the fediverse." *Proceedings of the International AAAI Conference on Web and Social Media*. Vol. 18. 2024.

⁹ <https://writings.thisismissesocial/open-source-tools-for-the-future-of-decentralized-moderation/>



Le protocole AT¹⁰ est plus récent. Il a été conçu par d'anciens ingénieurs de Twitter et sert de fondement à Bluesky. Il a été élaboré autour de deux objectifs principaux : la performance à grande échelle et la résilience face aux pressions politiques ou institutionnelles.

Contrairement à ActivityPub, le protocole AT sépare les rôles d'infrastructure en composants spécialisés. Il définit trois grands types de serveurs : les *Serveurs de Données Personnelles*, les *Relais* et les *Générateurs de Flux*.

- Les *Serveurs de Données Personnelles* stockent les données des utilisateurs et gèrent les interactions au niveau des comptes.
- Les *Relais* agrègent et indexent les contenus à l'échelle du réseau et effectuent les tâches de découverte les plus gourmandes en ressources.
- Les *Générateurs de Flux* consomment les données des *Relais* et produisent des flux personnalisés.

Cette architecture en pipeline permet une mutualisation des ressources : plusieurs générateurs de flux peuvent s'appuyer sur une même infrastructure de Relai, ce qui améliore l'efficacité et la montée en charge. La décentralisation peut alors se déployer à différents niveaux, avec des coûts et des responsabilités variables.

Cette structure modulaire est techniquement plus complexe qu'ActivityPub, mais elle est mieux adaptée à des bases d'utilisateurs très importantes. Elle permet aussi une expérience utilisateur plus fluide, car l'identité du compte et l'emplacement du serveur sont moins visibles dans l'usage quotidien. Bluesky a montré que les utilisateurs peuvent migrer depuis des plateformes centralisées avec relativement peu de friction au moment de l'arrivée.

Le protocole AT n'est toutefois pas exempt de limites. En pratique, son principal déploiement actuel est Bluesky, où l'essentiel de l'infrastructure reste concentré entre les mains d'une seule entreprise. La décentralisation est bien prévue par la conception du protocole, mais elle n'est pas encore largement concrétisée dans les opérations. À l'inverse, ActivityPub fonctionne déjà à travers des dizaines de milliers de serveurs exploités de manière indépendante.

Le protocole AT apparaît donc comme une base technique solide, mais il doit être adapté et déployé de manière réellement distribuée pour répondre aux objectifs de gouvernance et de souveraineté de Vidi.

C. Adapter le protocole AT à Vidi

Vidi utilisera le protocole AT comme fondement technique principal. **L'infrastructure centrale sera déployée par les diffuseurs publics participants.** Chaque diffuseur rejoignant le réseau exploitera ses propres Serveurs de Données Personnelles, serveurs Relai et Générateurs de Flux. Du point de vue de l'utilisateur, toutefois, cette infrastructure décentralisée sera unifiée derrière une interface d'application Vidi unique et simple. La complexité restera au niveau du protocole, et non au niveau de l'interface utilisateur.

Il est important de souligner que Vidi repose sur un **protocole ouvert**. Tout acteur privé peut déployer ses propres Générateurs de Flux, Relais, Serveurs de Données Personnelles ou applications clientes afin de construire des services et des activités économiques sur le réseau. Les diffuseurs publics fournissent une infrastructure centrale de confiance, mais ils ne détiennent pas de monopole technique. Cette ouverture favorise l'innovation, la concurrence et l'émergence d'un écosystème interopérable plus large autour de Vidi.

¹⁰ Kleppmann, Martin, et al. "Bluesky and the at protocol: Usable decentralized social media." *Proceedings of the ACM Conext-2024 Workshop on the Decentralization of the Internet*. 2024.



Afin d'**optimiser les opérations** et la qualité de la modération, les responsabilités seront initialement réparties. Par exemple, les contenus allemands seraient pris en charge par l'infrastructure du diffuseur allemand, tandis que les autres Relais transmettraient ces contenus vers le Relai linguistique approprié. Ce modèle présente deux avantages opérationnels : les contenus sont examinés par des acteurs disposant de l'expertise linguistique et culturelle pertinente, et la charge de modération est répartie proportionnellement au lieu d'être concentrée dans les plus grands pays. En supposant une production de contenu relativement uniforme par utilisateur à l'échelle européenne, les coûts opérationnels évolueraient globalement en fonction de la taille de la population.

Cette répartition par pays constitue un point de départ pratique, mais elle ne représente pas le modèle optimal à long terme. Les recherches empiriques sur les comportements en ligne montrent que les interactions sociales se regroupent fortement par langue au-delà des frontières nationales. Une structure de Relais fondée sur la langue, comme un Relai francophone ou hispanophone partagé, refléterait mieux les usages réels. De telles unités opérationnelles transfrontalières exigeraient une coopération institutionnelle supplémentaire et dépassent le cadre de cette note conceptuelle, mais la conception du protocole devrait rendre leur mise en œuvre techniquement simple.

Le protocole AT doit être considéré comme une couche de base plutôt que comme un cadre figé. Des extensions ciblées seront nécessaires pour soutenir le modèle opérationnel de Vidi. Dans sa forme actuelle, le protocole ne met pas l'accent sur la coordination entre Relais. Pour Vidi, une communication horizontale entre Relais améliorerait l'efficacité du routage et des flux de modération, par exemple lorsqu'un contenu est d'abord reçu par un Relai situé hors de son domaine linguistique principal. L'ajout de mécanismes structurés de signalement inter-Relais et d'orientation de la charge de travail renforcerait les opérations distribuées.

En outre, le protocole AT a d'abord été conçu autour d'usages de microblogging et devra être adapté à des charges de travail fortement orientées vidéo. Les plateformes vidéo introduisent des contraintes spécifiques en matière de stockage, de streaming, de transcodage et de diffusion. Vidi s'appuiera donc également sur des schémas de conception et des composants développés dans des systèmes vidéo fondés sur ActivityPub, en particulier PeerTube. La diffusion vidéo assistée en pair à pair, par exemple, peut réduire de manière significative la charge serveur et les coûts de bande passante à grande échelle. La réutilisation et l'intégration de tels mécanismes seront essentielles pour maintenir les coûts d'infrastructure sous contrôle tout en préservant les performances.

La stratégie de protocole de Vidi est donc pragmatique : adopter le protocole AT comme ossature structurelle, l'étendre lorsque cela est nécessaire pour la gouvernance et la coordination de la modération, et intégrer des composants éprouvés à l'échelle vidéo provenant d'autres plateformes décentralisées.



Chapitre III

Gouvernance : décentralisée et démocratique

En tant que bien public, Vidi est conçu avec une gouvernance fondamentalement différente de celle des plateformes de médias sociaux existantes. Pour la première fois, une plateforme de médias sociaux peut devenir un espace numérique véritablement démocratique.

A. Des diffuseurs publics fédérés

L'infrastructure qui sous-tend Vidi sera exploitée conjointement par des diffuseurs publics européens, les plaçant au cœur de la gouvernance de la plateforme. Ces diffuseurs définiront collectivement les politiques clés, y compris les règles de modération des contenus. Ancrer la plateforme dans une telle fédération fournit une base stable aux acteurs privés qui construisent des services au-dessus de Vidi.

Ces politiques ne dépendront pas d'un seul pays. Si des pouvoirs politiques antidémocratiques devaient émerger dans un État européen, ils ne pourraient pas modifier unilatéralement les règles de la plateforme. Les changements de politique nécessitent un consensus parmi les diffuseurs participants et leurs gouvernements respectifs, ce qui garantit la stabilité et empêche la politisation de la plateforme.

En tant qu'acteurs publics établis, les diffuseurs **rendent compte à leurs citoyens** et sont tenus de respecter les valeurs européennes. La gouvernance par les diffuseurs doit donc être comprise comme une forme de **démocratie indirecte**, reflétant les intérêts et la culture des utilisateurs locaux tout en maintenant un cadre à l'échelle européenne.

Pour formaliser cette collaboration, une structure juridique européenne restreinte pourrait s'avérer nécessaire afin de centraliser certaines fonctions spécifiques, telles que le développement d'outils partagés, la coordination ou la gestion de la propriété intellectuelle. Cette entité devrait exister uniquement pour soutenir la continuité et la cohérence de la plateforme, et non pour l'exploiter ou la gouverner. Le contrôle opérationnel et les décisions politiques doivent rester entre les mains des diffuseurs publics au sein de la fédération. La structure centrale doit donc être intentionnellement légère, préservant la décentralisation comme principe fondamental. Cette conception renforce la résilience face aux pressions politiques et facilite l'intégration progressive de nouveaux membres, permettant à Vidi de démarrer avec un petit groupe de pays fondateurs tout en restant ouverte à de futures expansions.

B. Conseil des créateurs

Les créateurs de contenu constituent la colonne vertébrale de toute plateforme de médias sociaux, pourtant les plateformes privées ont historiquement ignoré leurs points de vue, prenant des décisions unilatérales qui impactent directement leurs moyens de subsistance. La nature



mondiale et dispersée des créateurs rend leur organisation collective difficile, ce qui les laisse avec une influence limitée et une forte instabilité de revenus.

Vidi comble cette lacune en établissant un Conseil des créateurs destiné à représenter les **intérêts des créateurs** de contenu. Ce conseil participera aux processus de prise de décision, en suivant un modèle similaire à la gouvernance collaborative^{11,12} de Wikipédia, qui parvient avec succès à coordonner des contributeurs de cultures et de langues différentes.

Ensemble, la fédération des diffuseurs publics et le Conseil des créateurs forment les deux principaux organes de gouvernance de Vidi. Cette structure équilibre les intérêts des fournisseurs d'infrastructure et ceux des créateurs de contenu, tout en créant un bouclier résilient contre les interférences politiques au sein des diffuseurs publics.

C. Des réseaux sociaux interconnectés

Vidi est une plateforme ouverte et interopérable. Des **entreprises privées peuvent développer des services** et des produits au-dessus de Vidi ou interconnectés avec celle-ci. Bien qu'aucun organe de gouvernance distinct pour ces acteurs ne soit proposé au moment du lancement, leurs points de vue pourraient être intégrés au fil du temps, en particulier si des entreprises européennes développent des services durables s'appuyant sur la plateforme. Cela permet de s'assurer que les décisions futures tiendront compte des besoins opérationnels des services tiers sans compromettre la mission d'intérêt public de la plateforme.

¹¹ Forte, Andrea, Vanesa Larco, and Amy Bruckman. "Decentralization in Wikipedia governance." *Journal of Management Information Systems* 26.1 (2009): 49-72.

¹² Konieczny, Piotr. "Adhocratic governance in the Internet age: A case of Wikipedia." *Journal of information technology & politics* 7.4 (2010): 263-283.



Chapitre IV

Curation des contenus : des contenus sûrs et personnalisés

À mesure que les plateformes de médias sociaux prennent de l'ampleur, le volume de contenus dangereux ou préjudiciables augmente inévitablement. Alors que la législation européenne incite fortement à une modération efficace des contenus, les plateformes axées sur le profit ont systématiquement sous-investi dans les capacités de modération, privilégiant la croissance et l'optimisation des revenus au détriment de la sécurité des utilisateurs.

Vidi suit une logique différente. En tant qu'infrastructure numérique publique, sa gouvernance n'est pas guidée par la maximisation des profits. Garantir la sécurité des utilisateurs constitue une mission de service public fondamentale pour les institutions exploitant la plateforme.

La curation des contenus au sein de Vidi est donc structurée sur plusieurs couches et répartie entre les Relais et les Générateurs de Flux. Cette architecture permet une application stricte des exigences légales tout en offrant de la flexibilité et de la personnalisation au niveau de l'utilisateur.

A. La modération des contenus illégaux

La couche la plus critique de la curation des contenus concerne la détection et la suppression des contenus illégaux, tels que les matériels pédopornographiques (CSAM). Au sein de Vidi, cette responsabilité incombe principalement aux serveurs Relais, qui agissent comme des gardiens avant que le contenu ne soit distribué via les flux.

Les serveurs de stockage de données peuvent également contribuer à cet effort en détectant les contenus illégaux au moment de leur mise en ligne, afin d'empêcher leur propagation sur le réseau. Étant donné que les fournisseurs de stockage peuvent disposer de ressources de calcul limitées, cette détection préventive n'est pas obligatoire. Les serveurs de stockage restent néanmoins responsables du contenu qu'ils hébergent. Les Relais peuvent restreindre ou bloquer les serveurs qui manquent de manière répétée aux normes légales et opérationnelles, sur la base d'une réputation accumulée. Dans ce cadre, les bases de données du GIFCT¹³ et de Stop NCII¹⁴ seront intégrées à chacune des couches pertinentes pour empêcher la diffusion des matériels signalés.

Dans l'architecture de Vidi, chaque diffuseur public participant exploite un **serveur Relai national**. Les responsabilités en matière de modération sont donc réparties selon des critères linguistiques et culturels. Chaque Relai se concentre sur les contenus produits dans sa ou ses langues nationales, garantissant ainsi que les décisions de modération sont prises par des institutions disposant de la compétence linguistique et du contexte culturel nécessaires. Cette approche répond à une limite bien documentée des grandes plateformes, qui manquent souvent de capacités de modération suffisantes pour les langues européennes moins parlées.

¹³ <https://gifct.org/hsdb/>

¹⁴ <https://stopncii.org/>



La modération décentralisée à travers les pays européens crée également un cadre structuré pour la coopération et l'alignement entre les autorités nationales. Bien que la modération demeure conforme à la législation locale, cette infrastructure partagée encourage la convergence juridique et la surveillance mutuelle, réduisant le risque de restrictions arbitraires ou politiquement motivées qui pourraient porter atteinte aux droits fondamentaux.

B. Une modération préférentielle des contenus

Une idée fausse, mais répandue, concernant la modération des contenus est de croire qu'elle s'arrête à la suppression des éléments illégaux. En pratique, les plateformes modèrent également le contenu en fonction de politiques éditoriales ou de standards de communauté. Des contenus tels que la nudité, la représentation de la violence ou les armes à feu peuvent être légaux, tout en restant inappropriés pour certains publics ou contextes. Cette forme de modération « préférentielle » est essentielle pour maintenir des espaces numériques sûrs et inclusifs, en particulier pour les mineurs et les groupes vulnérables.

Au sein de Vidi, la modération préférentielle est principalement gérée par les générateurs de flux (Générateurs de Flux). Chaque flux est **conçu pour un public ou une communauté spécifique** et définit ses propres politiques de modération en conséquence. Les générateurs de flux sont donc chargés de s'assurer que le contenu qu'ils distribuent respecte leurs propres règles déclarées. Cela permet la création de flux adaptés à des besoins spécifiques, tels que des environnements adaptés aux enfants, des espaces sûrs pour des populations discriminées, ou des flux thématiques axés sur des intérêts particuliers, par exemple les jeux vidéo, la culture ou l'éducation.

Plutôt que d'imposer un ensemble unique et universel de normes à tous les utilisateurs, Vidi soutient un modèle pluraliste de curation des contenus. Là où les plateformes dominantes concentrent tous les utilisateurs dans un espace public unique et fortement contraint, Vidi rend possible une constellation d'espaces numériques plus restreints et axés sur des objectifs précis. Cette approche permet aux utilisateurs de s'engager dans des environnements alignés sur leurs attentes et leurs valeurs, sans être exposés à des contenus indésirables ou préjudiciables.

La modération préférentielle peut exiger d'importantes ressources, particulièrement pour les contenus vidéo. Afin de réduire la duplication des efforts à l'échelle de l'écosystème, les serveurs Relais soutiennent les générateurs de flux en fournissant des étiquettes de contenu standardisées, telles que des indicateurs de nudité, de violence ou de thèmes sensibles. Dans la mesure où les Relais effectuent déjà une analyse de contenu pour la détection des éléments illégaux, ces classifications supplémentaires peuvent être dérivées des mêmes processus.

Cette répartition des responsabilités vise à minimiser les coûts opérationnels globaux. En centralisant l'étiquetage de base des contenus au niveau des Relais, Vidi évite d'imposer à chaque générateur de flux d'analyser indépendamment l'ensemble des contenus vidéo entrants, ce qui aboutit à un système de modération plus efficace et plus scalable.

C. Recommandation pluraliste des contenus

Une fois les contenus modérés, une dernière étape, décisive, demeure dans la chaîne de curation : la recommandation des contenus. La modération définit ce qui peut être montré, mais la recommandation **détermine ce qui est effectivement montré**. Compte tenu de l'ampleur des catalogues vidéo, des mécanismes de recommandation efficaces sont essentiels pour aider les utilisateurs à s'orienter de manière pertinente dans les contenus.



Les plateformes dominantes ont centralisé cette fonction au sein d'algorithmes opaques et propriétaires. Ces systèmes sont généralement optimisés pour des métriques d'engagement, telles que le temps de visionnage ou la fréquence des interactions, plutôt que pour le bien-être des utilisateurs ou la qualité de l'information. En conséquence, les utilisateurs sont soumis à une logique de recommandation qu'ils ne comprennent ni ne contrôlent.

Vidi adopte une approche fondamentalement différente en promouvant un **pluralisme algorithmique**^{15,16}. Au lieu d'imposer un système unique de recommandation orienté vers l'engagement, la plateforme permet aux utilisateurs de choisir entre plusieurs modèles de recommandation, chacun fondé sur des principes et des objectifs distincts. Ceux-ci peuvent inclure des flux chronologiques, des recommandations fondées sur les centres d'intérêt, des sélections éditoriales, ou encore des algorithmes explicitement conçus pour minimiser les dynamiques addictives et la polarisation.

En rendant les systèmes de recommandation **transparents et configurables**, Vidi redonne aux utilisateurs un pouvoir d'action sur la manière dont les contenus sont hiérarchisés et consommés. La recommandation devient un service public configurable plutôt qu'un mécanisme invisible optimisé pour le profit.

Outre les approches algorithmiques, Vidi réintroduit activement les recommandations portées par des humains. Des acteurs de confiance, tels que des journalistes, des enseignants, des institutions culturelles ou des créateurs de contenu, peuvent élaborer des « listes de visionnage » mettant en avant les contenus qu'ils jugent pertinents, informatifs ou appropriés pour certains publics. Ces listes peuvent coexister avec les flux algorithmiques et offrir un chemin alternatif à travers l'écosystème de contenus de la plateforme.

Les algorithmes de recommandation pourront être développés soit par les mainteneurs de Vidi, soit par des tiers indépendants. Ces algorithmes seraient accessibles via un catalogue public dans lequel les utilisateurs pourraient sélectionner leur système de recommandation préféré. Certains fournisseurs pourraient choisir de proposer des algorithmes premium, en particulier lorsque le maintien d'une curation manuelle de haute qualité ou d'une curation computationnellement intensive engendre des coûts importants. Toutefois, même dans le cas d'algorithmes payants, Vidi devrait imposer des exigences minimales de transparence afin de permettre aux chercheurs et aux organes de supervision de détecter les biais systémiques, les risques de manipulation ou les dynamiques nuisibles.

Ce modèle hybride est particulièrement précieux pour les jeunes publics. Les enfants sont particulièrement vulnérables aux risques associés aux algorithmes optimisés pour l'engagement, notamment la consommation compulsive et l'exposition à des contenus inappropriés. Pour les expériences destinées aux enfants, Vidi peut donc privilégier des modèles de recommandation manuels ou éditoriaux, garantissant un processus de découverte des contenus plus sûr et plus intentionnel.

Grâce à des mécanismes de recommandation pluralistes et transparents, Vidi aligne la découverte des contenus sur les valeurs européennes d'autonomie, de diversité et de responsabilité publique, tout en permettant aux utilisateurs de façonner leur propre expérience numérique.

¹⁵https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/09/25/pour-le-pluralisme-algorithmique_6332830_3232.html

¹⁶ Jain, S., et al. "Algorithmic pluralism: A structural approach to equal opportunity." *Proceedings of the 2024 ACM Conference on Fairness, Accountability, and Transparency*. 2024.



Chapitre V

Protection de la jeunesse : sûreté par défaut et expériences dédiées

De multiples scandales ont révélé les effets nuisibles que les grandes plateformes de médias sociaux peuvent avoir sur les jeunes utilisateurs^{17,18,19,20,21,22,23,24}. En conséquence, la sécurité des mineurs en ligne est devenue un sujet majeur dans les débats publics. S'il existe un large consensus sur la nécessité d'agir, nombre de solutions actuellement proposées restent insatisfaisantes. D'un côté, les grandes plateformes cherchent souvent à se soustraire à leurs responsabilités. De l'autre, certains décideurs politiques plaident pour une interdiction pure et simple des réseaux sociaux pour les mineurs, une approche que de nombreux experts considèrent comme inefficace et potentiellement nocive. Dans ce contexte, Vidi offre une perspective alternative et propose une troisième voie.

A. Un paramétrage sûr par défaut

Le premier pilier essentiel de la sécurité numérique est l'établissement de paramètres sûrs par défaut. **L'expérience par défaut doit convenir à tous les utilisateurs**, y compris aux mineurs. En pratique, cela signifie que certains sujets sensibles, par exemple des contenus de guerre graphiques, ne seraient pas visibles par défaut. L'accès à de tels contenus exigerait que les utilisateurs vérifient qu'ils dépassent un seuil d'âge déterminé.

Plus largement, toute fonctionnalité restreinte pour les mineurs en vertu du droit européen ou national serait désactivée par défaut. Ces paramètres sûrs par défaut peuvent également bénéficier aux utilisateurs adultes qui préfèrent une expérience des réseaux sociaux davantage filtrée.

Adopter cette approche revient aussi à reconnaître le rôle légitime des contenus sensibles dans l'espace public. Par exemple, les contenus liés à des conflits en cours ne devraient pas être accessibles aux enfants, mais il demeure important que les adultes puissent accéder à ces informations pour rester informés.

Les grandes plateformes actuelles appliquent souvent des politiques de modération incohérentes : certains sujets comme l'avortement ou la guerre peuvent être censurés ou invisibilisés, tandis que d'autres contenus potentiellement nuisibles, tels que des contenus faisant la promotion des armes à feu, restent largement mis en avant. Une approche fondée sur des paramètres sûrs par

¹⁷ <https://www.wsj.com/articles/the-facebook-files-11631713039>

¹⁸ <https://www.amnesty.org/en/documents/POL40/7350/2023/en/>

¹⁹ <https://www.amnesty.org/en/documents/POL40/7349/2023/en/>

²⁰ <https://nypost.com/2022/10/08/molly-russells-death-may-spark-social-media-reforms-for-us-kids/>

²¹ Al-Samarraie, Hosam, et al. "Young users' social media addiction: causes, consequences and preventions." *Information Technology & People* 35.7 (2022): 2314-2343.

²² <https://www.bbc.com/news/articles/cze3p1j710ko>

²³ <https://www.nytimes.com/2017/11/04/business/media/youtube-kids-paw-patrol.html>

²⁴ <https://www.wired.com/story/youtube-minecraft-among-us-disturbing-videos/>



défaut permettrait au contraire l'émergence d'un espace numérique qui protège les publics vulnérables sans déformer le débat public.

B. Des flux dédiés

Au-delà des paramètres sûrs par défaut, il est également important de concevoir des **expériences adaptées** à l'âge des enfants²⁵²⁶. Des plateformes comme YouTube Kids montrent que de nombreux parents valorisent des environnements spécifiquement pensés pour les jeunes utilisateurs.

Cependant, des paramètres sûrs par défaut ne garantissent qu'une expérience sans danger pour l'enfant, et non nécessairement une expérience favorable à son épanouissement. Vidi développera donc des flux dédiés, conçus pour être intéressants et bénéfiques pour les jeunes publics. Parce que Vidi sera exploité par des diffuseurs publics, les missions éducatives traditionnellement associées à ces institutions pourront naturellement s'étendre à la plateforme.

Contrairement à des plateformes comme YouTube Kids, Vidi ne reposera pas sur des algorithmes maximisant l'engagement et conçus pour capter l'attention des enfants. Il proposera au contraire des flux éditorialisés, contribuant positivement à l'éducation et au développement des jeunes utilisateurs.

Pour y parvenir, une collaboration avec des enseignants et des spécialistes du développement de l'enfant sera essentielle. L'objectif est de créer des expériences soigneusement conçues pour les enfants, tout en évitant l'influence omniprésente de la recommandation algorithmique dans leur vie numérique. La limitation de cette exposition algorithmique pourrait également réduire les risques associés aux systèmes de recommandation, dont les effets à long terme restent encore imparfaitement compris.

C. Accompagner les enseignants et les parents

Créer un espace numérique sûr pour les enfants n'est pas seulement un défi technique, c'est aussi un enjeu éducatif majeur²⁷. Les experts en sécurité numérique recommandent largement d'**apprendre aux jeunes** utilisateurs à naviguer sur Internet en sécurité. Vidi soutiendra donc activement cette mission éducative.

Un élément essentiel consiste à aider les parents à accompagner leurs enfants en ligne. Cet accompagnement passe généralement par des outils de contrôle parental. Comme la plupart des plateformes, Vidi proposera de telles fonctionnalités. Toutefois, de nombreux parents ignorent l'existence de ces outils ou ne savent pas comment les utiliser efficacement. Vidi fournira donc également une documentation claire et des ressources de formation accessibles afin qu'un maximum de familles puisse bénéficier de ces protections.

Parallèlement, l'éducation aux médias et au numérique est de plus en plus intégrée dans les programmes scolaires à travers l'Europe. En tant que plateforme exploitée publiquement, Vidi devrait collaborer avec les enseignants et les institutions éducatives afin de développer des

²⁵ Livingstone, Sonia, and Kim R. Sylwander. "Conceptualizing age-appropriate social media to support children's digital futures." *British Journal of Developmental Psychology* (2025).

²⁶ Livingstone, Sonia, and Kim R. Sylwander. "There is no right age! The search for age-appropriate ways to support children's digital lives and rights." *Journal of Children and Media* 19.1 (2025): 6-12.

²⁷ Goodyear, Victoria A., et al. "Approaches to children's smartphone and social media use must go beyond bans." *bmj* 388 (2025).



ressources pédagogiques expliquant des sujets tels que les algorithmes, les plateformes numériques et la sécurité en ligne.

L'objectif de ces collaborations ne serait pas de promouvoir Vidi lui-même, mais plutôt de partager l'expertise de ceux qui exploitent la plateforme. Une telle coopération pourrait être particulièrement précieuse pour les enseignants, car Vidi offrira un niveau de transparence rarement disponible sur les plateformes existantes. Cette transparence peut aider à produire des ressources éducatives concrètes et pratiques.

D. Vérification de l'âge

Enfin, la vérification de l'âge est récemment devenue une question importante dans les débats européens sur les politiques numériques²⁸. De nombreux décideurs plaident pour des mécanismes stricts de vérification de l'âge, et Vidi se conformera naturellement à toute obligation réglementaire adoptée dans ce domaine.

Toutefois, il est important de reconnaître les **inquiétudes soulevées par les experts** concernant les approches technologiques actuelles. Par exemple, des centaines de chercheurs européens en sécurité et en protection de la vie privée ont signé une lettre ouverte appelant à un moratoire sur les technologies existantes d'évaluation de l'âge, en raison des risques liés à la vie privée, à la sécurité et à la fiabilité.

Ces préoccupations montrent l'importance d'évaluer avec soin les mécanismes de vérification de l'âge et de privilégier des solutions qui protègent à la fois les mineurs et les droits fondamentaux.

²⁸<https://www.dw.com/en/european-nations-mull-social-media-ban-for-children-instagram-tiktok-anxiety-depression/a-75841184>



Chapitre VI

Construire la confiance : de la transparence à la responsabilité

Reconstruire un espace public numérique partagé constitue un défi majeur. Au cours de la dernière décennie, des scandales répétés et le manque de transparence des grandes entreprises technologiques ont fortement érodé la confiance du public dans les plateformes de médias sociaux. Établir dès le départ la crédibilité de Vidi est donc essentiel. Cette exigence est d'autant plus importante que la plateforme reposera en partie sur des financements publics pour son fonctionnement. Vidi doit donc être exemplaire dans sa gouvernance et offrir la transparence et la responsabilité nécessaires pour gagner la confiance des décideurs et des citoyens.

A. Une architecture transparente

La transparence sera le principal mécanisme de construction de cette confiance. Vidi sera une plateforme décentralisée et open source, permettant à chacun d'examiner le code et les algorithmes sous-jacents. En principe, **tout citoyen pourra auditer le fonctionnement** de la plateforme.

Parce qu'une telle analyse exige des compétences techniques avancées, les parties prenantes de Vidi devraient également investir dans la médiation scientifique et dans des supports pédagogiques expliquant l'architecture, les algorithmes et la gouvernance de la plateforme en termes accessibles.

Ce niveau de transparence contraste fortement avec celui des grandes plateformes actuelles. Leurs dirigeants formulent souvent des affirmations fortes^{29,30,31,32,33} concernant l'équité, la sécurité et le respect de la vie privée de leurs systèmes, mais le public n'a aucun moyen significatif de les vérifier. Des controverses répétées ont progressivement érodé la confiance dans ces affirmations^{34,35,36}.

Vidi adoptera une approche différente. Plutôt que de demander au public de faire confiance à la plateforme, Vidi démontrera que ses systèmes sont équitables, sûrs et respectueux de la vie privée.

B. Ouverture aux chercheurs

²⁹ <https://www.wired.com/story/youtube-ceo-defends-efforts-reduce-violent-content/>

³⁰ <https://blog.google/innovation-and-ai/technology/safety-security/keeping-private-information-private/>

³¹ <https://www.nytimes.com/2019/03/06/technology/mark-zuckerberg-facebook-privacy.html>

³² https://blog.x.com/en_us/topics/company/2023/an-update-on-our-work-to-tackle-child-sexual-exploitation-on-on-x

³³ https://blog.x.com/en_us/topics/company/2023/maintaining-the-safety-of-x-in-times-of-conflict

³⁴ <https://www.nytimes.com/2024/06/22/technology/zuckerberg-instagram-child-safety-lawsuits.html>

³⁵ <https://www.theguardian.com/technology/2026/mar/05/mark-zuckerberg-meta-trial>

³⁶ <https://www.theverge.com/2024/10/1/24259653/snap-new-mexico-ag-lawsuit-csam-kids-safety>



Le règlement européen sur les services numériques (DSA) exige des grandes plateformes qu'elles fournissent aux chercheurs des outils³⁷ leur permettant d'étudier l'activité des médias sociaux et leurs impacts sociétaux. En pratique, toutefois, certaines plateformes n'offrent qu'un accès limité à ces données, voire aucun³⁸.

Vidi adoptera pleinement ce principe et développera activement des outils **facilitant la recherche indépendante**. Les chercheurs pourront étudier les dynamiques de la plateforme, ses algorithmes et ses effets sociétaux, sous réserve de garanties appropriées en matière de vie privée.

En tant qu'espace public numérique conçu pour relier les citoyens plutôt que pour maximiser les profits, Vidi accueillera favorablement de telles analyses. La recherche indépendante peut contribuer à améliorer la sécurité, à mieux comprendre les dynamiques sociales en ligne et à renforcer la résilience globale de la plateforme.

C. Une organisation responsable

Enfin, Vidi reposera sur une forte responsabilité institutionnelle. Les grandes entreprises technologiques échappent souvent à leurs responsabilités par le lobbying ou par des pressions diplomatiques exercées par les gouvernements des pays où elles ont leur siège. De telles dynamiques peuvent rendre difficile la surveillance démocratique.

À l'inverse, Vidi fonctionnera comme un service public européen. Il **respectera pleinement la législation européenne** et opérera sous contrôle démocratique. En tant qu'initiative financée publiquement, il pourra également faire l'objet d'un contrôle parlementaire afin de garantir que les ressources publiques sont utilisées de manière responsable et que la plateforme agit conformément à sa mission.

En ce sens, Vidi a le potentiel de devenir le **service public numérique du XXI^e siècle**. Atteindre une telle ambition exige plus qu'une innovation technologique ; cela implique de construire une organisation qui mérite de manière constante la confiance des citoyens qu'elle relie.

³⁷<https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/news/new-measures-unlock-access-data-largest-online-platforms-support-research>

³⁸<https://www.techpolicy.press/what-the-x-fine-reveals-about-data-access-under-article-40-of-the-digital-services-act/>



Partie II

Un réseau social
unique et attractif



Chapitre VII

Bâtir un réseau social par et pour les humains

Les principales plateformes vidéo sont de plus en plus **saturées de contenus générés par l'IA**^{39,40,41}, optimisés pour exploiter les algorithmes de recommandation et maximiser les revenus, souvent au détriment de l'authenticité et de la satisfaction des spectateurs. Cette vague croissante de contenus automatisés de faible qualité, parfois appelée « AI slop », dégrade progressivement la qualité des espaces publics en ligne. De nombreux utilisateurs se lassent des contenus manipulateurs, des comptes automatisés et des leurres algorithmiques conçus pour capter l'attention plutôt que pour offrir des informations ou un divertissement de qualité.

Vidi vise à répondre directement à ce problème. Par conception, la plateforme mettra en place des mécanismes limitant la visibilité et la rentabilité des contenus automatisés de faible qualité. L'objectif n'est pas de rejeter l'innovation technologique, mais de veiller à ce que l'espace public numérique reste **centré sur la créativité humaine**, l'expression culturelle et les interactions significatives.

A. De nouveaux algorithmes, de nouvelles règles

Le premier mécanisme de promotion des contenus créés par des humains résidera dans la conception des algorithmes de recommandation. L'un des principaux avantages du pluralisme algorithmique est qu'il affaiblit les stratégies couramment utilisées par les comptes automatisés et les contenus d'IA produits en masse. Une grande partie des médias générés par l'IA aujourd'hui est optimisée pour exploiter les algorithmes fondés sur l'engagement⁴², qui récompensent le sensationnalisme, la répétition et le volume.

S'éloigner de systèmes purement fondés sur l'engagement réduit fortement les incitations qui alimentent la production d'*AI slop*. En outre, la présence de flux éditorialisés orientera l'attention vers des contenus de haute qualité sélectionnés par des acteurs de confiance, comme des journalistes, des enseignants ou des créateurs, plutôt que vers des contenus générés à grande échelle par des systèmes automatisés. Ce modèle hybride contribue à redonner de la visibilité à la créativité humaine authentique tout en **limitant l'influence de la manipulation algorithmique**.

³⁹<https://www.theguardian.com/global/commentisfree/2025/jan/08/ai-generated-slop-slowly-killing-internet-nobody-trying-to-stop-it>

⁴⁰<https://theconversation.com/what-is-ai-slop-a-technologist-explains-this-new-and-largely-unwelcome-form-of-online-content-256554>

⁴¹<https://hls.harvard.edu/today/ai-content-and-algorithms-is-coming-for-your-kids/>

⁴² Hussain, Khalid, M. Laeeq Khan, and Aqdas Malik. "Exploring audience engagement with ChatGPT-related content on YouTube: Implications for content creators and AI tool developers." *Digital Business* 4.1 (2024): 100071.



B. Vérification d'identité via les EU Digital Wallets

La détection des bots reste un défi majeur sur les plateformes de médias sociaux⁴³. Les solutions existantes sont généralement confrontées à un arbitrage difficile : elles sont soit insuffisamment efficaces, soit excessivement intrusives. Par exemple, les systèmes fondés sur les CAPTCHA⁴⁴ sont peu coûteux et relativement respectueux de la vie privée, mais ils deviennent de plus en plus inefficaces face à des bots sophistiqués. À l'inverse, la vérification complète de l'identité peut être très efficace, mais elle est coûteuse à déployer à grande échelle et soulève d'importantes préoccupations en matière de vie privée.

Certaines initiatives récentes de réseaux sociaux visant à lutter contre les comptes automatisés ont proposé une vérification universelle de l'identité. Toutefois, appliquer une telle vérification à l'ensemble de la base d'utilisateurs risque de décourager l'adoption et de créer de nouvelles vulnérabilités de sécurité. Le stockage de données d'identité sensibles pour des millions d'utilisateurs augmenterait à la fois les coûts opérationnels et l'impact potentiel de failles de sécurité.

Vidi propose une **approche plus ciblée, centrée sur les créateurs de contenu**. Sur les plateformes vidéo, les créateurs représentent une petite fraction des utilisateurs, mais jouent un rôle disproportionné dans la structuration de l'écosystème de contenus. Concentrer la vérification d'identité sur ce groupe réduit fortement les coûts et évite d'introduire des frictions inutiles pour les utilisateurs qui souhaitent simplement regarder des contenus ou interagir avec eux.

Afin de **limiter les risques de sécurité**, la vérification d'identité devrait s'appuyer sur les portefeuilles numériques européens (EU Digital Wallets)^{45,46,47}, qui sont progressivement déployés à travers l'Europe. Lorsqu'ils sont mis en œuvre avec des primitives cryptographiques appropriées, ces systèmes fournissent une vérification d'identité sûre et standardisée tout en limitant la quantité de données personnelles partagées avec les plateformes⁴⁸. Surtout, la vérification resterait pseudonyme : Vidi confirmerait qu'un créateur est une personne vérifiée sans révéler publiquement son identité.

Ce mécanisme soutient également la **responsabilité juridique**. Si un créateur publie un contenu illégal, Vidi sera en mesure de coopérer avec les autorités lorsque la loi l'exige. En tant que plateforme gouvernée publiquement, Vidi doit fonctionner dans un cadre de responsabilités juridiques claires plutôt que chercher à les éviter.

En rendant la vérification d'identité obligatoire pour les créateurs, Vidi augmente considérablement le coût de fonctionnement de comptes automatisés produisant de l'*AI slop*. La création de vastes réseaux de comptes de bots deviendrait à la fois coûteuse et traçable, perturbant ainsi l'un des principaux moteurs des contenus automatisés de faible qualité.

⁴³ Aljabri, Malak, et al. "Machine learning-based social media bot detection: a comprehensive literature review." *Social Network Analysis and Mining* 13.1 (2023): 20.

⁴⁴ Gossweiler, Rich, Maryam Kamvar, and Shumeet Baluja. "What's up CAPTCHA? A CAPTCHA based on image orientation." *Proceedings of the 18th international conference on World wide web*. 2009.

⁴⁵ <https://ec.europa.eu/digital-building-blocks/sites/spaces/EUDIGITALIDENTITYWALLET/pages/694487738/EU+Digital+Identity+Wallet+Home>

⁴⁶ Balani, Henry. "Securing the future of the EU Digital Identity Wallet: Why we need corporate digital identity standards now." *Journal of Financial Compliance* 9.1 (2025): 32-39.

⁴⁷ Vanella, Alessandro. *Evolution of Digital Identity in Europe: Experimenting with the eIDAS 2.0 Framework and the EU Digital Identity Wallet*. Diss. Politecnico di Torino, 2025.

⁴⁸ https://vivi.app/en/privacy_and_security/



C. Limites

En plus de la vérification d'identité, Vidi mettra en place des limitations **afin de perturber davantage les incitations économiques** derrière les fermes de contenus générés par l'IA.

Premièrement, les identités vérifiées permettent de limiter le nombre de comptes qu'une même personne peut contrôler. Ces limites pourront être renforcées en cas de violations répétées des règles, par exemple en cas de publication de contenus illégaux ou abusifs.

Deuxièmement, la plateforme imposera des **limites par défaut** au rythme auquel les créateurs peuvent mettre en ligne des vidéos. Les fermes de contenus automatisés publient généralement des volumes très importants de contenus en peu de temps, un comportement qui diffère nettement de celui des créateurs humains ordinaires. En restreignant la fréquence de mise en ligne, Vidi peut réduire de manière significative la rentabilité de ces opérations.

Des exceptions à ces limites pourraient être accordées lorsqu'elles sont justifiées. Par exemple, les organisations de médias ou les chaînes de télévision qui produisent légitimement de grandes quantités de contenus pourraient demander des seuils de mise en ligne plus élevés, sous réserve d'un examen manuel.

L'application de limites par défaut, en particulier pour les comptes nouvellement créés, constitue un outil puissant et concret pour ralentir la diffusion de contenus automatisés de faible qualité tout en préservant la souplesse nécessaire pour les créateurs légitimes.

D. Collaboration labellisée

Comme Vidi est conçu comme une plateforme au service des citoyens d'Internet, la modération ne devrait pas reposer uniquement sur une approche descendante. Les utilisateurs eux-mêmes peuvent jouer un rôle important dans le maintien de la qualité et de l'intégrité de la plateforme. Vidi mettra donc en place des mécanismes permettant à la **communauté** de **signaler les contenus problématiques ou de faible qualité**.

Lorsqu'un consensus clair émerge parmi les contributeurs, une étiquette publique pourra être apposée au contenu, à l'image du système de Community Notes utilisé sur X. Ces étiquettes, par exemple pour signaler une génération par IA, informeraient les spectateurs sur d'éventuels problèmes et pourraient également être prises en compte par les générateurs de flux lorsqu'ils décident de la visibilité à accorder à ces contenus.

Il est important de souligner que ce processus d'étiquetage serait entièrement transparent. Les étiquettes seraient visibles par tous les utilisateurs, et les créateurs auraient la possibilité d'y répondre ou de les contester si nécessaire. Cette transparence permet d'éviter les effets indésirables associés aux pratiques de modération opaques, comme le shadow banning, fréquentes sur de nombreuses plateformes existantes.



Chapitre VIII

Fake news : gagner la confiance du public

Au-delà de la prolifération des contenus générés par l'IA, les plateformes de médias sociaux sont également profondément affectées par un autre défi persistant : **la diffusion de fausses nouvelles**^{49,50}. Si l'IA générative a rendu plus facile⁵¹ la production de contenus trompeurs, la désinformation produite par des humains reste très efficace. En conséquence, les mécanismes décrits dans la section précédente, qui visent principalement à limiter les contenus automatisés, ne suffisent pas à traiter le problème plus large de la désinformation.

Vidi doit donc adopter des stratégies complémentaires spécifiquement conçues pour détecter, contextualiser et limiter la diffusion des fausses nouvelles.

A. Collaboration avec les médias établis

Une première approche consiste à collaborer étroitement avec des organisations médiatiques établies. Certaines plateformes ont déjà expérimenté ce type de partenariats^{52,53}, notamment à travers des collaborations de **fact-checking** avec des journalistes professionnels. Ces initiatives ont montré que les organisations de médias peuvent jouer un rôle important dans l'identification et la contextualisation des informations trompeuses.

Cependant, ces collaborations se sont récemment affaiblies sur certaines plateformes, à mesure que les priorités politiques évoluent⁵⁴, laissant de nombreux espaces en ligne moins modérés et plus vulnérables à la désinformation.

Vidi tirera les leçons de ces expériences antérieures et développera des partenariats solides et structurés avec des organisations médiatiques. Cette approche est particulièrement adaptée au modèle de gouvernance de la plateforme, puisque les diffuseurs publics, qui sont au cœur de l'infrastructure de Vidi, emploient déjà des journalistes professionnels et des équipes éditoriales disposant d'une expertise en vérification et en fact-checking. Ces compétences existantes

⁴⁹ Aïmeur, Esma, Sabrine Amri, and Gilles Brassard. "Fake news, disinformation and misinformation in social media: a review." *Social Network Analysis and Mining* 13.1 (2023): 30.

⁵⁰ Allcott, Hunt, and Matthew Gentzkow. "Social media and fake news in the 2016 election." *Journal of economic perspectives* 31.2 (2017): 211-236.

⁵¹ Kumar, Sanjeev, et al. "Peeping into the future: understanding and combating generative AI-based fake news." *Cognitive Computation* 17.3 (2025): 103.

⁵² https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2017/02/06/huit-medias-francais-s-allient-a-facebook-dans-sa-lutte-contre-les-fake-news_5075054_3236.html

⁵³ <https://partnerships.nature.com/resources/blog/how-to-combat-misinformation-through-collaboration/>

⁵⁴ <https://www.bbc.com/news/articles/clly74mpy8klo>



peuvent jouer un rôle clé dans l'identification des contenus trompeurs et la fourniture d'un contexte fiable.

B. Intégrer l'état de l'art de la recherche

Au-delà des organisations médiatiques, la collaboration avec le monde universitaire pourrait renforcer de manière significative la lutte contre la désinformation. Au cours de la dernière décennie, les chercheurs ont développé des **méthodes sophistiquées** pour étudier et **détecter les fausses nouvelles**.

En maintenant une architecture de plateforme ouverte et en fournissant un accès approprié à la recherche, Vidi peut soutenir ces efforts et bénéficier directement de leurs résultats. Les enseignements issus de la recherche académique peuvent aider à améliorer les mécanismes de détection, à mieux comprendre la diffusion de la désinformation et à concevoir des interventions qui en réduisent l'impact.

Les grandes entreprises technologiques disposent déjà de vastes départements de recherche internes destinés à optimiser leurs plateformes. En tant qu'infrastructure de médias sociaux gouvernée publiquement, Vidi devrait de même entretenir des relations fortes avec les institutions de recherche publiques. Cette collaboration pourrait prendre la forme de programmes de recherche conjoints, d'ensembles de données ouverts à l'étude académique ou de projets cofinancés consacrés à l'amélioration de la sécurité et de la résilience de la plateforme.

C. Contextualisation plutôt que censure

Pour lutter contre la désinformation, Vidi adoptera une **approche centrée sur l'éducation** plutôt que sur la simple censure. Une réponse naïve aux fausses nouvelles consisterait à supprimer entièrement les contenus trompeurs. Toutefois, une stratégie plus constructive consiste à les contextualiser et à aider les utilisateurs à comprendre en quoi ils sont trompeurs.

Les médias traditionnels appliquent fréquemment cette approche au moyen de séquences de fact-checking^{55,56} qui analysent et démontent les affirmations inexactes. Vidi peut suivre une logique similaire en étiquetant les contenus identifiés comme faux ou trompeurs. Ces étiquettes informeront les spectateurs tout en laissant la possibilité d'expliquer et de déconstruire la désinformation. Par exemple, des recherches récentes ont montré qu'une « étiquette de fact-checking sur la désinformation [rend] l'attitude vaccinale plus positive »⁵⁷. De tels résultats soutiennent la généralisation des étiquettes de fact-checking en ligne.

Dans le même temps, ces étiquettes peuvent aussi être intégrées aux systèmes de recommandation. Les générateurs de flux peuvent choisir de réduire la visibilité des contenus étiquetés, limitant ainsi leur diffusion sans les supprimer complètement de la plateforme.

Pour les cas de désinformation particulièrement virale, Vidi pourrait également notifier les utilisateurs ayant interagi auparavant avec le contenu afin de les informer qu'il a été identifié comme trompeur. Ces notifications doivent être utilisées avec prudence pour éviter de submerger les utilisateurs et devraient être conçues en collaboration avec des journalistes et des éducateurs.

⁵⁵ <https://www.franceinfo.fr/vrai-ou-fake/>

⁵⁶ <https://www.dw.com/en/fact-check/t-56584214>

⁵⁷ Zhang, Jingwen, et al. "Effects of fact-checking social media vaccine misinformation on attitudes toward vaccines." *Preventive medicine* 145 (2021): 106408.



D. Prévenir l'usurpation d'identité

L'usurpation d'identité d'institutions de confiance, de personnalités publiques ou d'organisations connues est devenue une méthode courante de diffusion de la désinformation en ligne^{58,59,60}. Prévenir de telles pratiques constitue donc un élément essentiel d'un écosystème informationnel robuste.

Vidi fournira de solides mécanismes de vérification et d'authenticité permettant aux institutions, aux organisations médiatiques, aux marques et aux individus de démontrer la légitimité de leurs comptes. Dans la conception de ces outils, la plateforme devrait s'inspirer des **avancées scientifiques récentes en matière de confiance** numérique, comme l'initiative de recherche Authentimark⁶¹ actuellement développée aux Pays-Bas.

La lutte contre l'usurpation d'identité exige une **stratégie à plusieurs niveaux** combinant vérification d'identité, signaux d'authenticité des comptes et outils techniques de détection. Vidi intégrera en permanence des solutions de pointe dans ce domaine et considérera la prévention de l'usurpation d'identité comme une priorité opérationnelle fondamentale.

E. Faire confiance à la communauté

Enfin, comme pour la lutte contre l'AI slop, Vidi **donnera à sa communauté les moyens** de contribuer à la détection et à la contextualisation de la désinformation. Les mécanismes de modération participative ont déjà démontré leur potentiel dans plusieurs environnements en ligne.

Par exemple, les Community Notes de X ont montré des résultats prometteurs pour identifier les contenus trompeurs. Plus largement, de grands projets collaboratifs comme Wikipédia démontrent que les communautés en ligne sont capables de construire des systèmes robustes d'autorégulation.

Cependant, ces notes ne doivent être qu'un **complément à d'autres méthodes**. Des recherches ont montré que les Community Notes de X, à elles seules, ne sont pas efficaces pour lutter contre la désinformation⁶². En effet, le temps nécessaire pour parvenir à un consensus laisse le temps aux fausses nouvelles de se diffuser.

Vidi fournira donc des outils permettant aux utilisateurs de signaler, discuter et contextualiser les informations douteuses. Encourager ces dynamiques participatives peut renforcer la résilience de la plateforme tout en favorisant une culture de responsabilité collective au sein de l'espace public numérique.

⁵⁸ Thayer, John. "Defamation or Impersonation? Working towards a Legislative Remedy for Deepfake Election Misinformation." *Wm. & Mary L. Rev.* 66 (2024): 251.

⁵⁹ <https://www.newsweek.com/elizabeth-warren-msnbc-republicans-vote-deep-fake-video-1784117>

⁶⁰ Goga, Oana, Giridhari Venkatadri, and Krishna P. Gummedi. "The doppelgänger bot attack: Exploring identity impersonation in online social networks." *Proceedings of the 2015 internet measurement conference*. 2015.

⁶¹ <https://www.uva.nl/en/content/news/news/2025/12/uva-receives-major-nwo-grant-for-groundbreaking-research-to-combat-online-impersonation.html>

⁶² Chuai, Yuwei, et al. "Did the roll-out of community notes reduce engagement with misinformation on X/Twitter?." *Proceedings of the ACM on human-computer interaction* 8.CSCW2 (2024): 1-52.



Chapitre IX

Migration des utilisateurs : stimuler l'adoption via des contenus exclusifs

Même la plateforme la mieux conçue peut échouer si elle ne parvient pas à attirer des utilisateurs. Un facteur décisif dans l'adoption à grande échelle est la présence de contenus distinctifs et convaincants que les utilisateurs ne peuvent pas facilement trouver ailleurs. Historiquement, le succès des grandes plateformes a souvent été déclenché par des événements imprévus ou des phénomènes viraux, comme le rôle joué par Twitter pendant le Printemps arabe. De tels **moments culturels**⁶³ sont essentiels au succès d'une plateforme de médias sociaux.

Pour Vidi, toutefois, le succès ne peut pas dépendre du hasard. L'adoption doit être délibérément organisée par des **incitations** claires et crédibles pour amener à la fois les utilisateurs et les créateurs à migrer. Le principal levier sera la mise en place de mécanismes favorisant l'**exclusivité des contenus** sur Vidi. À mesure que la plateforme sera associée à des contenus authentiques, de haute qualité et exclusifs, la migration des utilisateurs suivra naturellement. Cette section présente les stratégies complémentaires destinées à soutenir cette transition.

A. Exploiter le catalogue des diffuseurs publics

Comme Vidi sera exploité par des diffuseurs publics, leurs catalogues de contenus existants constituent une base naturelle pour la plateforme. Le **succès des chaînes détenues par des diffuseurs** sur des plateformes comme YouTube, notamment Arte et des initiatives similaires, montre leur capacité à produire des contenus de haute qualité qui séduisent les publics plus jeunes.

Dès les premières étapes, ces catalogues garantiront que Vidi offre une expérience de visionnage riche et attractive. Les contenus des diffuseurs publics apporteront une valeur immédiate aux premiers utilisateurs et garantiront que des discussions et des interactions pertinentes soient possibles dès le premier jour de fonctionnement.

B. Permettre une transition progressive aux créateurs

Vidi n'a pas vocation à fonctionner uniquement comme une plateforme de streaming détenue par des diffuseurs. Un succès à long terme exige l'intégration rapide de créateurs indépendants afin de **diversifier le catalogue** et de stimuler la croissance de la communauté. Cette transition soulève des défis structurels : la plupart des créateurs dépendent actuellement des plateformes existantes à la fois pour leur audience et pour leurs revenus, et ne peuvent pas se permettre une migration brutale.

⁶³ <https://www.newyorker.com/culture/infinite-scroll/social-media-is-navigating-its-sectarian-phase>



Vidi doit donc soutenir une transition progressive et **sans friction**. Dans une première phase, les créateurs devraient pouvoir maintenir une **présence double** sur plusieurs plateformes. Des outils devraient être fournis pour simplifier la publication croisée, la migration des audiences et la gestion des communautés, afin de réduire la complexité opérationnelle et le coût de l'expérimentation.

Dans le même temps, Vidi doit proposer un modèle de **partage des revenus attractif et transparent**. Une part plus élevée des revenus d'abonnement, des mécanismes de revenus prévisibles et des règles de monétisation plus claires peuvent encourager les créateurs à rediriger activement leurs audiences vers la nouvelle plateforme.

Les diffuseurs publics peuvent encore accélérer l'adoption en s'appuyant sur les subventions publiques existantes. Les contenus bénéficiant d'un financement public pourraient jouir d'une exclusivité temporaire sur Vidi avant leur publication sur d'autres plateformes. Cette approche, déjà utilisée par certains créateurs fonctionnant sur un modèle par abonnement sur YouTube, constituerait une incitation puissante pour les créateurs comme pour les publics à s'engager sur la plateforme.

C. Les droits numériques européens au cœur du dispositif : une application effective du Droit

Enfin, la migration des utilisateurs sera renforcée par la promesse de préserver les droits et libertés numériques grâce à l'application effective de la réglementation. Jusqu'à présent, les autorités européennes ont été freinées par l'absence d'alternatives crédibles. Tant que les plateformes dominantes demeurent indispensables, une application stricte des règles risque de priver les citoyens de l'accès à la vie publique numérique.

Une fois Vidi arrivé à maturité, cette contrainte disparaît. Les États européens pourront **appliquer la réglementation numérique** de manière plus rigoureuse, sans craindre de supprimer les seules plateformes réellement viables. Une pression réglementaire accrue sur les plateformes non conformes affectera leur viabilité économique et, indirectement, l'expérience de leurs utilisateurs, accélérant ainsi la migration naturelle vers une alternative européenne plus saine et souveraine.



Chapitre X

Construire la communauté : créer le salon d'Internet

Jusqu'ici, ce document a exposé de nombreuses raisons pour lesquelles les utilisateurs devraient adopter Vidi. Toutefois, les arguments rationnels suffisent rarement à eux seuls à faire le succès d'une plateforme en ligne. Internet est un espace émotionnel et intuitif, dans lequel les individus se tournent vers des espaces qui leur semblent engageants, accueillants et socialement significatifs. Vidi ne sera pas seulement la plateforme que les gens devraient utiliser ; Vidi sera **la plateforme qu'ils aimeront utiliser**.

Pour y parvenir, Vidi revient à l'une des promesses initiales d'Internet : la construction de communautés. Les premiers espaces en ligne étaient conçus pour **relier les personnes** à travers le monde et permettre des expériences partagées. Au fil du temps, les grandes plateformes technologiques se sont orientées vers des modèles hautement individualisés et isolants, optimisés pour les métriques d'engagement. Cette dynamique est particulièrement visible sur les plateformes vidéo, où l'utilisateur idéal est quelqu'un qui défile sans fin, seul, au fil d'un flux infini.

Vidi propose une vision différente. La plateforme sera conçue comme un espace collectif : **le « salon d'Internet »**, où les gens peuvent se retrouver, partager et vivre des contenus ensemble. Regarder et explorer des contenus en ligne devrait redevenir une **activité sociale** plutôt qu'une activité solitaire.

Cette vision collective se déclinera à travers de nombreuses fonctionnalités présentes et futures. Dans ce document, nous mettons en avant trois exemples centraux qui illustrent la manière dont Vidi peut favoriser des expériences numériques partagées.

A. Les watch parties : créer des salons numériques

De nombreux internautes ont déjà connu la même situation : ils souhaitent regarder une vidéo, un documentaire ou un film avec des amis ou des membres de leur famille qui ne sont pas physiquement présents. Pour ce faire, ils recourent souvent à des solutions improvisées, comme synchroniser manuellement la lecture par téléphone ou utiliser des outils non officiels conçus par la communauté.

Si ces contournements peuvent avoir un charme certain, ils révèlent aussi une lacune importante. Malgré une **demande claire des utilisateurs**, les grandes plateformes vidéo ont rarement donné la priorité à des fonctionnalités intégrées permettant des expériences de visionnage partagé.

Une explication plausible tient aux modèles économiques dominants fondés sur l'attention. Le visionnage collectif tend à réduire l'intensité de l'engagement individuel : les gens parlent, mettent la vidéo en pause et se concentrent sur leurs proches plutôt que de consommer en continu du contenu et des publicités. En groupe, nous ne restons pas isolés et captifs d'un flux infini. En groupe, la discussion ralentit l'expérience de visionnage, ce qui réduit le nombre de publicités vues. En groupe, notre attention est disponible pour nos compagnons de visionnage, et non pour



leurs publicités. Du point de vue des plateformes financées par la publicité, de telles dynamiques sociales peuvent donc sembler moins rentables.

Comme le modèle économique de Vidi ne repose pas sur la maximisation de l'attention individuelle, la plateforme peut accueillir ces expériences sociales au lieu de les éviter. Elle prendra donc en charge des « watch parties » intégrées, permettant aux utilisateurs de regarder des vidéos simultanément, d'interagir en temps réel et de recréer la sensation d'être réunis dans le même salon, même lorsque l'on est physiquement éloignés.

En permettant ces moments partagés, Vidi vise à transformer le visionnage en ligne en une expérience sociale collective et agréable.

B. Intégrer les streams « react »

Une tendance récente sur les plateformes de streaming illustre la demande croissante pour des expériences en ligne partagées : l'essor des contenus « Just Chatting ». Si Twitch était à l'origine centré sur les streams de jeux vidéo, une grande partie de la plateforme est désormais consacrée à des créateurs qui interagissent directement avec leur public en temps réel.

Au sein de cette catégorie, les streams de réactions sont devenus particulièrement populaires. Dans ces sessions, les streamers regardent des vidéos et réagissent avec leur audience. Ce format invite en pratique les spectateurs dans le salon numérique du streamer, créant une expérience de visionnage collective que le public apprécie fortement.

Ces expériences partagées donnent souvent lieu à des discussions riches et encouragent les audiences à découvrir des contenus qu'elles n'auraient peut-être pas trouvés seules. Au-delà du divertissement, elles illustrent l'une des fonctions les plus précieuses d'Internet : relier les personnes autour de moments culturels partagés.

Malgré leur popularité, les streams de réactions évoluent aujourd'hui dans une **zone juridique opaque**. Les streamers réagissent fréquemment à des contenus protégés par le droit d'auteur sans autorisation formelle des titulaires de droits. Par conséquent, les créateurs se limitent souvent à des contenus moins visibles et espèrent que les ayants droit n'interviendront pas. Cette situation place les streamers dans une position précaire, car des réclamations pour violation du droit d'auteur ou des suspensions de compte peuvent interrompre brusquement leur activité.

Vidi peut offrir un **cadre plus durable** pour ces formats. Comme la plateforme sera soutenue par des diffuseurs publics et par des partenariats structurés avec les ayants droit, elle peut contribuer à établir des mécanismes équitables de licence et de partage des revenus pour les streams de réactions. Des systèmes similaires existent déjà dans d'autres industries médiatiques ; par exemple, les modèles de licence qui permettent aux stations de radio, aux chaînes de télévision ou aux lieux publics de diffuser de la musique protégée par des droits d'auteur. Les streams de réactions représentent un défi comparable, qui peut être relevé grâce à des structures juridiques et économiques appropriées.

C. Une plateforme centrée sur la communauté

Enfin, Vidi ne doit pas devenir un environnement numérique uniforme et standardisé. Au contraire, les utilisateurs doivent pouvoir façonner et personnaliser leurs propres « salons » numériques, en construisant des communautés autour de valeurs et de centres d'intérêt partagés.



Les plateformes vidéo existantes présentent aux utilisateurs un catalogue de contenus vaste et largement homogène, exploré principalement par le biais de flux algorithmiques. Bien que ce modèle soit efficace pour la découverte de contenus, il décourage souvent la formation de véritables communautés.

Afin d'encourager des dynamiques sociales plus riches, Vidi s'inspirera de plateformes comme Reddit et des forums en ligne traditionnels. Les utilisateurs pourront **créer et gérer leurs propres espaces communautaires**, où les vidéos de certains créateurs sélectionnés pourront être rassemblées et discutées dans un contexte partagé.

Au fil du temps, la création vidéo en ligne s'est de plus en plus individualisée, les créateurs étant en concurrence les uns avec les autres pour obtenir de la visibilité au sein des systèmes algorithmiques. Pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi. Au début des années 2010, de nombreux créateurs ont expérimenté des projets collaboratifs de « web TV », mutualisant leurs audiences et produisant du contenu ensemble. Bien que beaucoup de ces initiatives se soient finalement essouffées, l'esprit de collaboration qui les animait reste séduisant.

Vidi peut contribuer à raviver ce modèle. En permettant aux créateurs de s'organiser autour de communautés partagées, la plateforme peut transformer des chaînes isolées en espaces collectifs dynamiques où les créateurs se soutiennent mutuellement et où les audiences participent plus activement à la vie culturelle de la plateforme.



Feuille de route

Étant donné la nature exploratoire du projet, il n'est pas possible à ce stade de définir un calendrier de mise en œuvre figé. Le rythme de développement dépendra principalement du niveau d'engagement politique et du soutien financier apporté par les États européens participants. Néanmoins, une feuille de route générale peut être esquissée pour identifier les principales phases nécessaires au lancement de Vidi et à son déploiement progressif en tant que plateforme européenne pleinement opérationnelle.

Phase 1: Formation d'une coalition

Établir une coalition de pays européens prêts à initier et à parrainer politiquement le projet, avec l'implication précoce de leurs diffuseurs publics et des autorités compétentes. Vidi doit être conçue dès le départ comme une initiative publique ; elle ne peut pas démarrer sous la forme d'une entreprise privée, aussi bien intentionnée soit-elle. La constitution de cette coalition est donc une étape cruciale pour le succès à long terme de la plateforme.

Phase 2 : Allocation budgétaire et structuration juridique

Sécuriser un budget pluriannuel, idéalement sur un horizon de cinq ans, afin de garantir une stabilité financière pendant les phases de développement et de lancement. Créer une structure juridique appropriée pour héberger le projet, en s'inspirant des mécanismes d'innovation publique existants, tels que le modèle français des « startups d'État ».

Phase 3 : Formation d'une équipe

Recruter une équipe fondatrice pour la technique et la gouvernance, en mettant fortement l'accent sur les développeurs de logiciels libres et les ingénieurs ayant une expérience des écosystèmes de médias sociaux décentralisés tels que Mastodon, PeerTube ou le protocole AT.

Phase 4 : Minimum Viable Platform

Développer une première version opérationnelle de la plateforme en s'appuyant dans la mesure du possible sur des composants open source existants. Cette phase se concentre sur la construction de l'infrastructure de base, des couches d'interopérabilité, des processus de modération et de l'expérience utilisateur fondamentale.



Phase 5 : Version Alpha avec le contenu de l'audiovisuel public

Ouvrir la création de comptes utilisateurs tout en limitant dans un premier temps le contenu hébergé aux vidéos produites par les diffuseurs publics participants. Cet environnement contrôlé permettra au consortium de perfectionner les processus de modération, l'équilibrage des charges, les mécanismes de fédération et les premiers modèles de recommandation dans des conditions réelles.

Phase 6 : Version Beta avec des créateurs de contenu vérifiés et la monétisation

Étendre l'hébergement à des créateurs de contenu indépendants vérifiés afin de diversifier le catalogue et de tester les fonctionnalités destinées aux créateurs. Déployer des mécanismes de monétisation, notamment les abonnements et, le cas échéant, une publicité respectueuse de la vie privée. Finaliser les mécanismes de partage des revenus, renforcer les fonctionnalités de protection des enfants et affiner encore les systèmes de modération et de recommandation.

Phase 7 : Lancement officiel et ouverture au public

Ouvrir la plateforme à l'ensemble des utilisateurs, éventuellement avec des limites de fréquence initiales afin de gérer l'échelle et les risques. Développer la capacité de modération, optimiser les coûts d'infrastructure et stabiliser la gouvernance ainsi que les processus opérationnels pour soutenir la croissance et la durabilité à long terme.

Comment soutenir Vidi

Si vous êtes décideur politique, diffuseur public ou toute personne intéressée par ce projet, veuillez contacter Marc Damie ou Thomas Yaqoubi-Reboul.



Auteurs

Les deux auteurs de ce rapport sont des experts en technologie convaincus de l'importance de construire un Internet de service public. Ayant grandi avec Internet, et plus particulièrement avec les médias sociaux, ils en ont connu à la fois la valeur et les risques comme espace public numérique.

Ils observent qu'une grande partie de l'Internet actuel a été façonnée par une génération de fondateurs qui ont bâti des plateformes très influentes tout en profitant financièrement de modèles ayant également produit d'importantes externalités sociales, en particulier pour la Génération Z.

Marc et Thomas estiment qu'il est temps de repenser et de moderniser Internet, en donnant aux générations plus jeunes un rôle plus important dans la définition des environnements numériques dans lesquels elles vivent. Vidi reflète une vision assumée de ce à quoi pourrait ressembler un Internet plus sûr, plus transparent et néanmoins engageant.

Dr. Marc Damie

Marc est chercheur spécialisé dans les technologies améliorant la confidentialité. Ses travaux portent sur l'amélioration de la vie privée en ligne, de l'identification des vulnérabilités de confidentialité à leur atténuation par des approches à la fois techniques et socio-techniques. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Lille. Il a réalisé sa thèse à Inria et à l'Université de Twente (Pays-Bas). Auparavant, il a obtenu un master en data mining à l'Université de technologie de Compiègne. Au-delà du monde académique, il s'est engagé dans des organisations défendant les droits numériques, notamment ctrl+alt+reclaim, un mouvement de jeunesse paneuropéen qu'il a cofondé.

Thomas Yaqoubi-Reboul

Spécialisé dans la conduite de politiques publiques numériques complexes aux niveaux national, européen et international, Thomas combine informatique, gouvernance des données et science politique pour façonner les environnements technologiques. Il a développé son sens de l'État au Quai d'Orsay, où il a passé trois ans à conseiller l'Ambassadeur de France pour le numérique. Animé par un fort engagement en faveur des droits numériques, il a également cofondé avec Marc ctrl+alt+reclaim, un mouvement citoyen plaidant pour un avenir technologique meilleur.

Remerciements: Nous tenons à remercier Henri Verdier et Nico Schmidt pour leurs retours précieux, qui ont significativement renforcé la proposition.

Site web: <https://vidi.damie.eu>

